

Analyse narrative d'une dynamique d'écroulement : la Volkspolizei face aux manifestations de Leipzig, 9 octobre 1989 (partie 2)

Fabien Jobard

Collaboration inter-institutionnelle :

La collaboration avec les partenaires internes et externes ne peut que servir la mise en œuvre de mes décisions. Des mesures de soutien du Parti, des organes et des institutions d'État seront prises (par exemple : intervention de 5090 forces sociales, dont 2000 dans l'église et 3000 sur la place de l'église, ainsi que de 500 membres des réserves). Les groupes de combat des entreprises seront mis en service. Un travail politico-idéologique renforcé des organisations d'arrondissement et des cellules du Parti sera relayé dans les entreprises, les écoles, les universités, les autres établissements et dans les cités d'habitation. Je mènerai moi-même les opérations de maintien de l'ordre (...) » [1].

On le voit : aucun ordre n'est transmis, de Berlin à Leipzig ou de Leipzig à Berlin, qui mentionne l'emploi des armes à feu, ni d'ailleurs qui le suppose [2]. Mais on dote les prophéties de malheur de mises en scènes publiques destinées à l'édification publique. Tandis que la liste des lieux de rétention, destinés à accueillir à peu près 2000 personnes interpellées, est arrêtée, on assiste dans la ville, le lundi 9, au déploiement de l'armée, des troupes d'intervention de la police (soit en tout 8000 personnes armées), de chars et de camions-pompes. Pendant ce temps, les professeurs, les enseignants, les organisations sportives et de jeunesse diffusent des appels indiquant que la simple présence dans la rue constitue une prise de risque démesurée. Les groupes d'opposition intériorisent la probabilité de l'emploi de la plus grande violence : le gouvernement s'emploie à élever au plus haut l'évaluation des coûts de la participation, répercutée par les leaders de la contestation.

Nous avons eu des informations isolées de la part de médecins, qui disaient : « On est tous en service aujourd'hui [le 9], notamment les médecins spécialisés dans les interventions traumatiques. On a reçu l'ordre de conserver dans les hôpitaux un certain nombre de lits disponibles, de tenir à disposition les flasques de sang. Ils prévoient

que ça va tirer ». [Christian Führer, pasteur de l'église Nicolas, centre de la protestation [3]].

La mise en œuvre de tout ça [les opérations de maintien de l'ordre] était en général l'affaire des directions d'arrondissement ou bien des directives des ministres qui dirigeaient leurs administrations dans les localités, et c'était donc à Leipzig en première ligne la direction d'arrondissement, qui a conduit tout ça. Toutes les preuves qui étaient à notre disposition montraient de manière claire que l'on s'était préparé à Leipzig à un conflit violent, à l'écrasement violent de cette manifestation du 9 octobre et à sa dispersion, et cela aurait été à mon avis le signe très clair du déclenchement d'une guerre civile en RDA, avec un bain de sang indescriptible, dont on ne pouvait imaginer l'ampleur. [Manfred Gerlach, chef local du « parti-frère » LPDP [4]].

Cette politique de maîtrise des anticipations des acteurs protestataires produit des effets indéniables, comme le confirme cet autre témoignage rétrospectif :

Comme je l'ai dit, je suis enseignante et le lundi matin, lorsque la porte de l'école s'est ouverte, la proviseur se tenait devant toute ma classe de CM1 et disait : « Aujourd'hui, vous devriez rester à la maison, ce n'est pas très conseillé, aujourd'hui, d'aller en ville, il va sans doute se passer quelque chose de grave. Vous serez beaucoup mieux chez vous ». Peu après, je me suis vue appelée à une petite réunion, ce qui ne s'était auparavant jamais produit à l'école : tous les collègues se trouvaient dans la salle des profs et écoutaient la proviseur, qui disait qu'aujourd'hui on dégagerait enfin les voyous politiques [« *politische Rowdies* » [5]] et les éléments criminels. Et on savait entre-temps que ce serait effectivement la méthode choisie, ça se trouvait aussi dans les informations données par les journaux et on était tous assurés d'une chose : aujourd'hui, c'est le jour J. On savait où on allait. A la maison, on s'est organisé pour les enfants, qu'on a envoyés chez des amis, qui les enverraient ensuite chez leur grand-mère au village, et on était certain qu'on ne reverrait plus nos enfants. Nous avons pris congé d'eux pour toujours et c'est avec ce sentiment-là que 70 000 personnes se sont rendues dans la ville. Cette confusion, cette peur, cette absence d'espoir... c'était la seule solution : maintenant. C'est eux ou nous. [Manifestante, enseignante [6]].

Tout est fait pour renforcer la crédibilité de l'escalade et cette stratégie, qui s'adresse autant aux manifestants qu'aux forces de l'ordre, est couronnée de succès. La peur, fondée sur l'anticipation de

la violence physique, ancre la relation anticipée entre policiers et manifestants. Peu d'événements protestataires offrent, dans les démocraties occidentales ou en dictature, l'occasion de nourrir empiriquement de manière aussi précise l'intensité de la relation police-population. La conséquence en sera paradoxale et c'est, à notre sens, en ce paradoxe que se joue la dynamique de renversement du rapport de forces.

Blocage de la situation et dynamique de montée aux extrêmes

L'efficacité de la dynamique d'escalade se mesure à la peur des manifestants. Mais elle se mesure également à la peur des policiers alors en intervention. Peut-on imaginer un instant que de tels ordres de mobilisation générale laissent parfaitement placides des policiers basés en Saxe ou Saxe-Anhalt, qui n'ont jamais au cours de leur carrière opéré de maintien de l'ordre et se retrouvent pour la première fois en intervention réelle, au contact de foules dont ils ne peuvent avoir idée, et ce dans un contexte de cristallisation de l'attention sur les conflits de rue qu'ils sont appelés à contrôler ?

Sous les casques, la peur

On pourrait également citer, dans des contextes autrement moins tendus, le témoignage de policiers en maintien de l'ordre ordinaire dans la France des années 1980 pour donner des instruments qui permettent la mesure de la peur des policiers alors à Leipzig [7] :

Ce serait inconscient de notre part [de ne pas avoir peur]. Seine St Denis, visite du Président de la République François Mitterrand au musée de la Légion d'honneur. Manifestation de la CGT pour je ne sais plus quelle revendication. Moi, j'étais gardien, à l'époque, je tenais un barrage devant les barrières. Il y a eu une charge de la CGT. Bon, j'étais jeune à l'époque. Mon premier réflexe, c'était de sauter par-dessus les barrières. Bon, je suis revenu après parce que j'ai eu le temps de prendre conscience de mes responsabilités, mais mon premier réflexe, c'était celui-ci. Et je pense qu'en unité de maintien de l'ordre, celui qui n'a pas peur, il est dangereux. [Capitaine de police, Préfecture de Paris, interrogé en juillet 1995]

Le témoignage qui suit est d'autant plus intéressant qu'il émane d'un ancien chef de compagnie de CRS et qu'il indique toutes les raisons qui permettent sur le terrain le contrôle des affects : l'expérience, qui permet la routinisation de l'événement exceptionnel et la prise de connaissance des éléments du calcul, la présence d'organiseurs

(donc la mise en place d'un service d'ordre, la négociation d'un itinéraire, etc.), le contrôle de l'emploi des instruments violents, l'équipement adapté aux situations ordinaires de maintien de l'ordre :

On a toujours... On a une forme... On appréhende, mais alors ce qui se passe. De toutes façons, on est payé pour gérer un événement. Donc, c'est comme une épreuve physique de concentration. Donc, j'évacue de ma tête tous mes soucis divers, je me concentre sur l'objet de ma mission et j'ai en tête de gérer l'événement et la peur... Oui, il faut être conscient du risque qu'on va... On a des moments de réflexion, on s'évacue un petit peu de l'arène et on calcule le risque. Mais, à un moment donné, il y a toujours un risque. Toute activité humaine engendre un risque. Mais il faut y aller. Étant donné qu'on voit les organisateurs, on va au contact. Tant qu'il n'y a pas eu de violence, on peut sans difficulté aller au contact avec les organisateurs et quand on est au contact avec eux, il n'y a aucun risque. Enfin, une fois, avec des paysans, je discutais avec l'organisateur et ils s'amusaient à me mettre de l'urine de taurillon sur la tête. Bon, ça fait partie des risques du métier, ça c'est pas... Même autour de l'organisateur, il y a des excités, mais c'est pas grave, ça. On y va, mais par contre après, le risque, c'est dans la phase d'emploi de la force. Oui, ça c'est un risque. Mais, non, il y a une appréhension, une concentration. On a une perception des risques, mais la peur... Si la peur est la perception du risque, oui. Mais il ne faut pas qu'on soit inhibé, alors là, il faut changer de métier. De toutes façons, ici, quand on va tous les jours rue Mirat, Château rouge, on évacue cette notion de peur parce qu'avec ce qu'on doit affronter quotidiennement. Et ceux qui ont l'habitude, les commissaires qui ont l'habitude de faire des manifestants, ils sont... Il y a aussi la part de l'expérience. La première fois qu'on va, qu'on gère un événement, c'est toujours plus tendu, on a peur. Mais après... par contre, s'il y avait des tirs, et qu'on est pas équipé pour riposter, bah là on aurait peur, et on a raison d'avoir peur. Et on est pas du tout adapté et on ferait mieux d'aller voir ailleurs. C'est sûr. [Commissaire du XVIIIème arrondissement de Paris, interrogé en juillet 1995]

Ce témoignage de maîtrise individuelle de la peur dessine le portrait exactement inverse des conditions dans lesquelles s'est déroulé le maintien de l'ordre de Leipzig. Car, outre que les forces de l'ordre ne disposent d'aucune mémoire individuelle ou collective d'appréciation des risques en situation, il faut souligner le sous-équipement, presque le dénuement des hommes qui se sont trouvés face aux manifestants : absence d'armes à feu, absence de protections du corps (gants, plastron, jambières, cuissardes), casques à visière sans protection de

la nuque, absence de masque à gaz, boucliers en plastique qui ne couvrent qu'une partie du haut du corps, matraque individuelle. Ceci renforce doublement la peur du côté des forces de l'ordre : que l'un d'entre eux soit victime d'un coup violent, que, fondée sur le constat d'un risque substantiel de défaite militaire, l'autorité policière fasse appel à l'armée et déclenche le bain de sang. Le cours même de l'action renforce les déterminations matérielles de la probabilité de l'escalade [8] et permet d'affirmer que la rupture des crans ou la « montée aux extrêmes » se trouvent d'autant plus probables que la morphologie des forces en présence ne laisse qu'une marge tactique réduite aux solutions de déflation de l'intensité [9].

Le choix des armes

C'est ce que comprennent parfaitement les acteurs en place, au premier rang desquels les acteurs policiers. On assiste en effet à une double dynamique. La première est la réduction physique du champ du conflit politique (entre oppositionnels et Parti) à l'arène exacte de la confrontation policière à la sortie de la prière du lundi à Leipzig. La deuxième est la réduction de l'échelle des possibles à l'alternative « absence de violence / massacre général », ce que l'on peut appeler une situation de « jeu tendu », puisque le moindre coup joué entraîne des effets immédiats sur l'ensemble des protagonistes, jusqu'à ceux extérieurs à l'arène [10] : chacun sait que le moindre coup de feu tiré par les forces armées entraînerait immédiatement l'état de siège dans toute la RDA.

C'est l'une des raisons pour lesquelles le pacifisme d'un mouvement guidé par les élites protestantes locales, littéralement, prend. Les leaders peuvent d'autant mieux assurer le succès d'une culture protestante encline à la non violence qu'ils sont à même de prendre la mesure immédiate de la moindre tentative de passage à l'acte violent. Et on assiste, à Leipzig, dès le mois de mars, à une véritable propédeutique de l'action non violente et pacifique, qui témoigne d'une perception rationnelle de la situation en parfait accord, par ailleurs, avec les cadres cognitifs de l'engagement chrétien. L'attention portée à l'homologie, *en situation*, entre cadres cognitifs de l'engagement individuel et collectif, d'une part, et propédeutique de l'action collective, d'autre part, permet effectivement de constater, contre les tenants de l'hypothèse culturaliste et contre leurs adversaires les plus farouches, la conversion *dans l'action* de ces « éthiques de sermon sur la montagne » en ressources pratiques *pour l'action* ou, aurait dit M. Weber devant le spectacle de ces foules évangéliques, en *affinités électives* au secours de l'action non violente. Cette référence à la

sociologie de la culture protestante et de l'engagement des acteurs peut répondre (disons-le au passage) à la critique répétée à l'encontre de la « *frame analysis* » [11] qui « ignorerait ou minorerait l'ampleur de l'ancrage des cadres d'action collective dans des codes culturels et des structures sociales préexistantes » [12]. Toutefois, on note d'emblée comment ces « cadres de l'action collective » sont eux aussi redevables d'une analyse *au plus près* des situations effectives de confrontation avec les adversaires, notamment avec les forces de l'ordre : cette analyse permet d'expliquer comment, dans des situations de tension, les acteurs mobilisés lisent les situations et pèsent sur leur devenir selon des catégories qui tout en relevant des perceptions routinières, s'avèrent coller le mieux à l'inconnu, au caractère exceptionnel de la situation. Les « résonances » constatées entre les cadres de l'action et les affinités culturelles relèvent peut-être moins des correspondances entre cadres de l'action et affinités culturelles, que de choix opérés dans le fonds culturel, mais dictés par les logiques des situations [13].

Toujours est-il que cette propédeutique donne rétrospectivement à voir l'unité des cadres d'interprétation entre forces de l'ordre et forces protestataires et la rapidité conséquente du gel de la solution armée :

Mes frères et sœurs !

J'ai l'impression que beaucoup de monde veut avec énergie, ici et maintenant, changer notre société, dans laquelle nous avons vécu 40 ans durant, et dans laquelle nous n'avons pas seulement souffert. C'est comme si nous nous tenions tous à l'impératif : devoir vaincre, maintenant. Avons nous seulement estimé nos forces ? Voulons-nous vraiment de cela à n'importe quel prix, dans les larmes et le sang ? Je pense que trop de sang a coulé ces derniers jours. Dieu nous aidera ! Les réformes, qui depuis trop d'années ont manqué, vont venir. Elles vont venir, si nous laissons nous pénétrer des dispositions à la paix, à la tranquillité et à la tolérance...

Celui qui s'agenouille devant Dieu, pour celui-là, le mot de pacifisme devient réalité pratique. Pouvons-nous nous fixer cette tâche, dans notre ville, être aujourd'hui les artisans de la paix ?

Chaque auditeur, chaque participant à cette prière a la lourde tâche d'être un outil de la paix. L'esprit de la paix doit se propager hors de cette enceinte. Veillez à ce que les hommes en uniforme ne se fassent pas insulter. Portez soin à ce qu'aucune chanson, aucun slogan n'en

vienne à provoquer le pouvoir d'État. Laisser tomber les pierres, qui se trouvent dans vos poings fermés.

Seul le seigneur nous donne aide et protection !

Amen.

[Prêche de Gotthard Weidel, église Nicolas, 9 octobre 1989]

C'est parce que à la fois les cadres cognitifs et l'appréciation tactique de la situation rencontrent la logique propre du jeu tendu maximal que les mobilisations n'ont pas dégénéré en massacres. Le recours à une échelle étroite d'observation (ici, les prêches de Leipzig) permet de comprendre la rencontre, dans l'action, des représentations, des dispositions pratiques et de l'épaisseur propre du moment de la confrontation. On échappe ainsi au syndrome du chaînon manquant dans l'explication du succès des mobilisations [14].

Intensité de la peur, perception immédiate des conséquences des coups dans une dynamique de jeu tendu, réduction du jeu entier à la simple arène de la confrontation policière... : la logique de la situation impose alors aux acteurs sur le terrain, qui seuls possèdent les termes de l'issue de la situation, un calcul individuel homogène : rejet de l'acte violent. Par agrégation collective de ce calcul imposé par la situation, on assiste à un dégonflement général de la tension et une débandade ordonnée de la police qui, ce soir-là, ne fera rien d'autre qu'assister en spectateur ému à une mobilisation pacifique. La validité des calculs dans l'épreuve de la situation est le moment où les manifestants quittent l'église après le prêche, à 18 heures, et, se retrouvant face aux policiers, en interaction immédiate, comprennent sur le champ cette dynamique de stérilisation de la force :

Le jour même, je m'étais séparé de mes enfants et de mon mari avec la certitude qu'il n'y aurait sans doute aucun retour en arrière possible. Et la peur a été ce qui a poussé les gens à réagir, en plus de toutes les conditions de notre vie quotidienne qui nous ont amené à changer tout ça, même au prix de notre vie. Je crois que c'est ce qui a fait bouger les gens. Et je n'oublierai jamais, comment on s'est retrouvé, avec des amis, à l'hôtel Deutschland, et comment on s'est donné du courage. Beaucoup ont pleuré, et beaucoup voulaient de leur côté déjà repartir. Et on a dit : on tiendra ensemble. Et quand on s'est mis en direction de l'église, on ne pouvait pas croire que toujours plus de gens venaient se joindre à nous. C'était un torrent incessant, et de ce torrent il y a soudain eu du courage et de la force, et on s'est regardé, à la dérobée,

peureux, et soudain, peu après, on ne voyait déjà plus la violence, la violence d'État, qu'on pouvait encore sentir le midi. Et là il y a eu un sentiment, un sentiment incroyable de solidarité qui s'est posé là, qu'ils ne pourraient pas nous tuer tous, et qu'ils ne pourraient pas non plus tous nous enfermer sur place, ni nous embarquer dans les camions et nous poursuivre avec leurs chiens. [Jeune manifestante]

Devant le barrage policier, il y avait beaucoup de monde qui se tenait là et qui regardait en direction de l'église Nicolas ; on se disait que ça allait tirer ou quelque chose comme ça. C'étaient ces minutes tendues aux alentours de 18 heures, quand la prière du lundi allait s'achever et que tout pouvait s'enclencher. Quelques uns, qui étaient là, et moi avec mon pote, on a prié, et à côté de nous quelqu'un s'est mis à chanter, et là, c'était dingue, incroyable. [Jeune manifestant]

En fait, j'ai toujours espéré et j'avais toujours confiance dans le fait qu'on n'en viendrait pas aux tirs. Mais cette confiance était devenue très limitée, quand déjà pendant la prière on entendait à l'extérieur ces cris d'indignation. Je savais très bien ce qu'ils signifiaient, ils étaient généralement lancés quand quelqu'un se faisait arrêter, du type « vous n'avez pas honte ? ». Et ça continuait pendant la prière et là j'ai vraiment eu un moment difficile où je me suis dit que ça pourrait basculer. Mais quand je suis sorti, ensuite, et que j'ai vu les gens et que je leur ai dit : « Allez un peu sur le côté, il y en a encore 2400 qui veulent sortir, on veut tous rester ensemble » et que les gens se sont déplacés patiemment, et qu'on s'est retrouvé en fait tous dehors sur la place, là je me suis dit, ça peut bien se passer, comme depuis le début. Et ensuite est arrivé le moment où les policiers et les groupes de combat sont arrivés et où les premiers mots qu'ils nous ont dit ont été « vous n'êtes pas des contre-révolutionnaires », et où nous avons dit « Parlez avec nous », « Joignez-vous à nous ». Alors cet appel et cette masse énorme de gens, c'était tout à fait clair : que peuvent ces forces de police, même si elles avaient été 5000, 8000 ou 10 000, dirigées contre 70 000 personnes ? [Christian Führer [15]]

C'est donc la logique d'une situation, qui se manifestait notamment par une réduction de l'ensemble du champ des conflits à l'arène policière et par une confrontation en jeu tendu maximal, qui détermine la dynamique de stérilisation de la force physique et, dans l'instant même, l'écroulement du régime policier par la démonstration de l'inanité des solutions violentes. La situation devant l'église à Leipzig, ce lundi 9 octobre à 18 heures, est le produit de l'impossible passage à l'acte, de par le dénuement autant cognitif que matériel des forces de l'ordre dans la dictature est-allemande. Cette situation donne à voir

comment, dans un contexte de saillance d'une conjoncture à risque non nul, un dispositif d'ordre organisé d'habitude autour de la réduction du risque et la socialisation des modes de maintien de l'ordre public se trouve dans l'incapacité à passer au registre de la violence physique, rien n'ayant jamais été pensé autrement que sur le mode de la montée aux extrêmes. Il reste à présent à prendre la mesure de ce qu'implique, en termes cette fois de sociologie des changements de régimes, la signification réelle de la réduction du conflit à l'arène de la confrontation policière ; autrement dit, à comprendre comment la police construit, dans le cours de l'action, son monopole de décision au sein de cette arène, en maximisant l'inhibition maximale à l'œuvre dans le champ politique au moment de Leipzig.

Quand la police fait la politique : champ politique, environnement et forces de maintien de l'ordre

Il est bien évidemment partial de vouloir, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, réduire le sens et l'issue de la mobilisation du lundi 9 octobre à la seule confrontation avec la police. L'enseignement tiré de l'examen récent des mouvements sociaux en sciences sociales est celui de l'étude permanente de l'ensemble des acteurs pertinents du conflit : forces protestataires, forces de l'ordre, autorité publique et environnement (notamment la presse). Il faut donc élargir le cadre de l'observation et consacrer un moment à l'examen de l'ensemble des acteurs impliqués dans le cours de l'action. Et l'on constatera alors que, du fait de la morphologie de la situation de jeu tendu à Leipzig, l'ensemble des lieux de décision ont été suspendus au devenir de l'interaction policière ; pour le dire autrement, la « saillance situationnelle » vécue à Leipzig a par son intensité et sa logique propres fait de l'arène policière le seul lieu de résolution possible de la crise politique.

L'imagination politique réduite aux acquis

Il faut d'abord relever que le désarroi des acteurs policiers se manifeste dans la préparation même du maintien de l'ordre. Confronté à un double cycle de mobilisations politiques (hebdomadaire à Leipzig et mensuel à Berlin), le champ politique ne sait exactement quelles instructions donner à l'instrument policier. La simple lecture des instructions données par Mielke et Honecker l'illustre parfaitement, alors même que le premier déclarait lui-même, devant les directeurs des services centraux, le 3 octobre à Berlin, que la « *situation en RDA* [était] *explosive et qu'il* [fallait] *agir maintenant, sans quoi le socialisme ficherait le camp* » [16]. L'instruction envoyée la veille de la

manifestation par Mielke à tous les responsables de l'arrondissement de Leipzig est prise, précise la phrase introductive, par Honecker lui-même. Mielke ajoute une annexe qui définit les mesures policières à prendre :

1.- Rassemblement immédiat de toutes les unités de l'arrondissement, auprès desquelles la situation locale sera analysée et les mesures nécessaires définies ;

2.- Production immédiate de l'information par les fonctionnaires du parti, du syndicat et des FDJ [organisation de jeunesse du Parti], ainsi que des agents des organes étatiques sur la situation dans l'arrondissement et le département, et diffusion des manœuvres politico-idéologiques offensives dans tous les secteurs de la vie sociale, de telle manière que ces fonctionnaires prennent part de manière immédiate à la réduction des atteintes à l'ordre public et paraissent toujours sur l'offensive ;

3.- Publication de toutes les informations et les rapports de terrain sur les atteintes à l'ordre public, dans tous les organes de presse du parti, ainsi que toutes les réactions des ouvriers et des autres travailleurs ;

4.- Information quotidienne de la direction compétente du Comité central du Parti sur la situation et les mesures prises (à 6h00, sur la situation connue jusque 4h00).

[Général d'armée Erich Mielke, télégramme urgent, Berlin, 8 octobre 1989 [17]]

De manière tout à fait exemplaire, ce télégramme donne à lire l'extraordinaire inhibition tactique subie par les dirigeants politiques de l'appareil policier à l'égard de ce que, en aucune manière, ils n'ont pu prévoir, à l'égard également d'une situation qui rompt complètement avec les routines du maintien de l'ordre dans une société vide de désordre. Si l'on suit l'analyse fameuse de P. Bourdieu sur « l'hystérésis des habitus » (ce « *décalage entre les occasions et les dispositions à les saisir qui fait les occasions manquées et en particulier l'impuissance, souvent observée, à penser les crises historiques selon des catégories de perception et de pensée autres que celle du passé* » [18]), on comprend pourquoi ce télégramme de Mielke donne pour seule instruction de faire ce que ses services savent faire le mieux, et de ne faire que ce qu'ils savent faire : produire de l'information (1., 2. et 4.) et de la désinformation (cf. 3.) et, très

marginalement, et sans plus de précision, « prendre les mesures nécessaires ».

Aussi, l'inhibition de la police dans le cours de la situation prend racine dans une longue inertie, de quelques mois, vraisemblablement consécutive aux défaites subies dans les micro-tests de situation de janvier 1989 à Berlin (cf. *infra*) et au cours des journées de Dresde des 6 au 8 octobre, dans l'expérimentation directe par Mielke du maintien de l'ordre de Berlin (voir plus loin) et surtout dans la perte de l'un des secteurs majeurs dans l'édifice ordinaire de l'ordre socialiste réel : le retrait de la puissance soviétique dans les opérations de maintien de l'ordre interne. Ce retrait était alors connu de Mielke, qui s'était vu entendre par la voix de Valentin Falin, représentant du Komintern en RDA, l'ordre de non intervention donné fin août 1989 aux troupes soviétiques stationnées dans les démocraties populaires en cas de désordre politique interne. L'évanouissement de cet élément du calcul, qui permettait une sensible réduction de la complexité des anticipations, a de surcroît été rendu matériellement visible lorsque Gorbatchev, en visite officielle à Berlin le 7 octobre, déclare en direct à la télévision que l'avenir appartient à ceux qui vivent avec leur temps.

Le politique aux abonnés absents

Mais le relâchement des liens de sujétion de la police à l'égard du champ politique, qui se ressent donc en conjoncture parfaitement ordinaire à partir de l'été, s'accélère dans les opérations de maintien de l'ordre de Leipzig. Comme on l'a vu, Mielke ne donne aucun ordre substantiel, ce qui a pour effet que, pour la première fois, l'ordre des pratiques devient conforme à l'ordre des prescriptions juridiques et Gerhard Strabenburg, chef de la *Volkspolizei* à Leipzig et commandant des opérations de maintien de l'ordre, prend effectivement la direction des opérations. L'autonomie se marque d'abord à l'égard du secteur politique. C'est ce dont rend compte ce témoignage, qui raconte ce qui précisément se produit juste après que les manifestants eurent quitté l'église Nicolas :

Helmut Hackenberg se retourne vers nous et dit : « C'est quoi, la meilleure solution, maintenant ? ». Il propose d'appeler Berlin. Il appelle Berlin, Krenz est à l'appareil, il fait un bref état de la situation, Krenz lui dit : « Donne-moi un petit moment, je dois consulter encore, et je te rappelle ». C'est pourquoi je suppose qu'il y avait sans doute Mielke et Erich Honecker dans la pièce, et ensuite se déroule un moment très, très long, très, très compliqué. Et ici je suis d'avis que Helmut Hackenberg s'est comporté de manière très humaine. Il a

demandé « qu'est-ce qu'on fait ? ». On était assis là en fait sans aucune liaison avec le Central. On lui a dit : « Écoute, on a donné l'appel, tu dois maintenant prendre la décision de retirer les troupes, toutes les forces armées, il n'y a pas d'autre solution ». Cette discussion, on l'a eue tout le temps avec Helmut Hackenberg, mais j'avais l'impression que la décision ne lui était plus difficile à prendre. J'en ai conclu, qu'également Strabenburg, en tant que policier, partageait aussi la position selon laquelle ça ne devait pas déboucher sur une confrontation.

[Roland Wötzel, alors deuxième secrétaire du Parti à Leipzig et oppositionnel déclaré]

A cela répond le témoignage de Strabenburg :

Q. : Quels ont été les contacts avec Helmut Hackenberg durant les moments critiques ?

R. : A ce moment-là, les contacts téléphoniques témoignaient d'un accord parfait. Il n'y a eu aucune situation qui permettait au fonctionnaire du Parti Hackenberg de s'immiscer dans l'autonomie de commandement de la police.

Q. : Hackenberg était pendant tout ce temps là en permanence entre Berlin et Leipzig, il y a eu ce coup de téléphone avec Krenz. Quel a été votre dernier contact téléphonique avec Berlin ?

R. : Qui a téléphoné à qui à ce moment là, je ne peux pas dire, je peux seulement dire que dans mon domaine, le dernier coup de fil, je l'ai eu à 18h15 avec monsieur le ministre Dickel et là aussi, en raison de l'état de la situation, j'ai obtenu l'accord, de n'agir plus que dans le cadre de la légitime défense. Ça, le ministre Dickel l'a approuvé et j'ai diffusé l'ordre de légitime défense et de retrait à 18h25 aux forces présentes.

[Gerhard Strabenburg, chef de la Volkspolizei de Leipzig, commandant des opérations de maintien de l'ordre le 9 octobre 1989 [19]]

On le voit, l'autonomie ne se marque plus seulement à l'égard du secteur politique, mais se traduit, dans le secteur policier même, par l'inversion hiérarchique qui voit les forces de terrain prendre le pas sur la direction administrative [20]. Et, compte tenu de la menace de montée aux extrêmes qui pèse alors sur le face à face physique entre policiers et manifestants, nul ne prend bien sûr dans les rangs policiers

ou à leur tête la responsabilité de plonger les foules dans un bain de sang dont il aurait seul à répondre. Le silence apeuré des autorités politiques sises à Berlin signifia l'arrêt de mort du régime. Le chef central de la police Dickel savait les enjeux en présence et justifia en ces termes, au cours d'une réunion de service tenue à Berlin le 21 octobre, de s'être contenté d'avoir suivi les événements depuis son poste de télévision :

Qu'est-ce qu'on doit faire ? Oui, je pose cette question purement rhétorique. Doit-on toujours y aller face à 20 000, 30 000, 40 000 concitoyens ? Vous savez ce que ça signifie ? Autant y aller directement avec les chars d'assaut ou les blindés (...). Oui, bien sûr, en l'état actuel des choses, tout ceci est un signe de faiblesse, mais je vous le répète encore, avec des ordres de grandeur de 20, 30, 80 voire 100 000, rien d'autre n'est possible. Lundi, on va encore avoir les mêmes choses à Leipzig, et on risque de rester sur le pied de guerre toutes les nuits [21].

On pourrait sur ce point relater tous les entretiens menés avec les policiers français en charge du maintien de l'ordre qui, lors d'interventions de l'autorité administrative (ministre de l'Intérieur ou préfet), revendiquent le monopole de leur compétence en matière de rétablissement de l'ordre et tentent de circonvenir aux interventions d'en haut. L'essentiel est en tous cas de constater que les effets conjugués de la vacance politique, due à la perte de contrôle des paramètres de calcul et à l'inadaptation criante des cadres de lecture de la situation à ce qui se passe dans la rue, et de la logique propre de la situation de jeu tendu, centrée sur l'interaction violente, conduisent à la découverte, par les cadres policiers, dans le cours même de l'action (que l'on peut même ici situer en toute précision), de l'autonomie sectorielle de la police. Nous avons souligné les extraits des témoignages de Strabenburg qui mettent en lumière cette logique parfaitement comprise de subordination de l'ensemble des composantes de la crise politique à la logique de la situation : c'est à la suite et en fonction de l'exposé de la situation qu'il y a accord sur les choix tactiques avec le ministre de l'Intérieur ; aucun moment n'a permis l'immixtion d'ordinaire si fréquente du Parti dans les affaires policières.

Et il est d'autant plus exemplaire de constater que la découverte de cette autonomie se nourrit de la réduction de toutes les dimensions possibles à une seule, la violence physique, et se manifeste en conséquence par la réduction des motivations de l'intervention policière à un seul déterminant : la légitime défense de soi ou d'autrui

en cas d'agression physique par un tiers ; autrement dit, le cœur de l'emploi de la force policière en régime... démocratique [22]. Les modalités d'exercice de la contrainte publique basculent donc vers une relation d'échange négocié avec les manifestations, une relation d'échanges de services : au pouvoir d'injonction dont la police est le dépositaire succède le pouvoir d'influence qu'elle dispense dans une situation où, disposant de l'initiative sur le terrain, elle négocie avec les protestataires les modalités d'une issue pacifique [23]. Tout s'explique donc par la force de la logique de la situation d'interaction de face-à-face, qui met en scène, dans un contexte de jeu tendu au maximum, des acteurs en possession des moyens de tuer et des adversaires dépossédés de ces moyens. Le déséquilibre de la confrontation dressant alors une arène qui vient à absorber en elle la totalité des jeux et des conflits, les acteurs en possession de la force font, chacun d'eux et donc tous ensemble le choix de ne pas plonger dans le gouffre, ce qui détend d'un coup l'ensemble de la crise et consacre pour la première fois en quarante ans l'autonomie sectorielle des acteurs en position dominante dans l'arène dominante, les policiers.

Conclusion

Les événements ne sont pas seulement là à se produire, mais ils sont dotés de sens et ne surviennent que parce qu'ils signifient.

Max Weber

Qu'apporte à l'analyse des changements de régime, à l'analyse de l'événement et à celle des mobilisations l'épisode crucial de l'issue du prêche du lundi 9 octobre 1989 à Leipzig ? Quelques mots de conclusion.

Sociologie de l'événement

De manière plus resserrée et plus dense encore que par exemple la prise de la Bastille, la journée du 9 octobre 1989 de Leipzig offre matière abondante, et dense, à une *véritable sociologie de l'événement* (je traduis ainsi, sans doute improprement, le terme de William Sewell Jr., « *an event-ful sociology* » [24]). A Leipzig, en effet, la lecture des événements par les acteurs principaux du drame ne se fit pas attendre longtemps ; nous avons même cru dater la naissance de la Journée à sa veille même, le 8 octobre, lors des derniers épisodes de l'occupation de la gare de Dresde. Alors, déjà, tout était dit sur ce que Leipzig serait : un bain de sang ou, mais cela personne

n'osait vraiment se le représenter, la fin du régime. Autre spécificité de la Journée leipzigoise : tout occupés qu'ils étaient à se faire invisibles, les détenteurs du pouvoir central laissèrent à ces acteurs propulsés par les circonstances au devant de la scène locale l'opportunité de définir seuls la politique du régime. Si l'on considère en effet que l'un des traits les plus saillants de la décision politique consiste en sa capacité à créer des situations de verrouillage ou de « *lock-in* », autrement dit en sa faculté de ne plus rendre de retour possible à l'état antérieur des choses [25], alors en effet les acteurs leipzigois, ces leaders surgis de la mobilisation ainsi que les gradés policiers, prononcèrent eux-mêmes la fin du régime : fin de la légitimité à exercer (il faut vraiment dire ici : à revendiquer) la force publique, fin du monopole de l'expression publique par le Parti. Si, lors de la prise de la Bastille, il fallut attendre le verdict sur les événements rendus par l'Assemblée nationale réunie à Versailles, puis la visite du roi « déposant » à l'Hôtel de ville de Paris, les acteurs saxons, eux, éprouvèrent sur le champ la vacance du pouvoir central [26]. En somme, les semaines suivantes exécutèrent le décret prononcé par les événements de la place de l'église Nicolas : incapacité du pouvoir à prendre en charge quelque répression que ce soit, incapacité à reprendre en mains le contrôle de ses organes de sécurité et, pour finir, une « bavure » politique sur l'annonce prématurée de la liberté de quitter le pays cueillit aux postes-frontières inter-allemands des policiers devenus si fantomatiques qu'ils laissèrent la foule s'écouler en masse vers l'ouest.

Pourtant, la grandeur de l'événement ne se lit pas seulement dans la portée immense de ses conséquences. Elle s'éprouve également à la fois dans ce condensé de structure qu'elle offre, à travers les témoignages, au spectateur attentif aux linéaments réels du régime est-allemand, et notamment à son incapacité à faire face à des situations de protestation publique ; mais aussi dans sa faculté à changer, de fond en comble, et dans sa contingence même, la structure des choses : il eût suffi d'un seul écart dans l'équilibre si improbable et si fragile qui tenait à l'infime distance policiers et « protestataires » pour que le régime « choisît » (en réalité, fût acculé à) la solution chinoise. Ce sont bien deux « structures » qui furent ce soir-là à l'épreuve : l'impossibilité structurelle, pour le régime, de faire face à des situations de rupture (ou plutôt, son incapacité à mobiliser un autre répertoire, face à toute émergence de protestation de voie publique, que celui du massacre - répertoire breveté en 1953, et inchangé depuis), mais aussi la force propre d'une conjoncture donnée, celle d'une journée de basculement, au sommet d'un cycle de protestation emmené, dans une ville longtemps opposée à Berlin, par

des cercles évangéliques pacifistes, le lendemain même d'une sévère défaite gouvernementale, et quelques jours avant l'épreuve du Quarantième anniversaire et la visite de Gorbatchev.

Sociologie des changements de régime

Mais rien de ce que devint l'événement lui-même ou de ce qu'il devait à la structure qui le portait ne serait advenu sans cet incessant travail de définition des situations au cœur même de leur déroulement. Nous avons vu avec quelle intensité le prêche de la soirée résonnait d'une propédeutique à l'action collective, puis comment les « manifestants » rassemblés face aux policiers négociaient avec eux l'expulsion de deux qualifications hors de leurs cadres de perception, « *rowdy* » et « contre-révolutionnaire », ces deux qualificatifs qui, empruntés l'un au droit commun et l'autre au droit politique, eussent suffi à faire basculer l'action dans l'épreuve de force. Le silence des autorités politiques berlinoises « dit », lui aussi, beaucoup : ceux que les acteurs locaux sollicitent à parler, à qualifier à leur tour le cours des choses en se prononçant sur ce qui venait d'advenir, ceux-là même refusant la prise de parole signifiaient ainsi la défection du régime et la consécration de la manifestation publique comme régime légitime d'action collective.

On voit ainsi combien la lutte pour la définition des situations *en situation*, ou bien l'affrontement des cadres d'interprétation *dans le cours même de la confrontation*, définissent les régimes d'action légitimes et, de fait au cours d'événements-clefs ou d'événements historiques, redéfinissent aussi le socle de légitimité du régime politique. Le *legitimacy-shift* opéré au cours de l'action par le travail continu des acteurs protestataires sur leurs propres cadres de perception de l'événement en cours a permis le basculement des représentations légitimes des acteurs, leur consécration en qualité de manifestants, et le basculement du régime politique. Emboitant le pas aux analyses tentant de qualifier les actions en cours (*voicéou exit*), nous avons donc suivi les registres de présentation de soi et de représentation de l'action en son cours même. Ce faisant, nous avons vu comment l'accord sur la qualification des participants a effectivement suspendu le recours à l'épreuve violente et sonné l'effondrement du régime. En même temps, cet effondrement, dans sa forme même, épouse ce que la Journée qui lui fut fatale lui a légué ; en somme de nouveaux espaces pour une institution autrefois inféodée au politique et dominée dans son champ, la police ordinaire ; cette situation ne sera pas sans conséquence sur les modalités du changement de régime qui s'engage alors.

Toutefois, une telle analyse n'est possible qu'au prix de l'examen des trajectoires historiques, et de toute la dépendance des régimes d'action des intervenants à leur passé propre [27]. Ainsi, c'est un examen historique des modalités et surtout des possibilités concrètes concédées aux « régimes de l'action répressive » qui a permis de comprendre la suspension de l'épreuve de force et, de fait, l'espace extraordinaire concédé dans la confrontation aux épreuves de présentation de soi, de justification et d'accord. Si basculement il y eut, en cette journée leipzigoise, ce fut bien celui de la violence d'Etat, pour la première fois à l'épreuve ; basculement, en ce sens que l'épreuve de force se mue immédiatement, face à des adversaires de chair et de paroles, en épreuve délibérative. Le récit de l'événement, c'est-à-dire sa restitution dans son ordre indissociable de factualité et de narrativité, permet ainsi de saisir combien l'événement, à la croisée du sens et de l'action, fait l'histoire.

[Retour à la première partie](#)

[1] . Kuhn E., « Wir sind das Volk »., op. cit., 1999, pp. 49-51.

[2] . L'une des raisons en était d'ailleurs la désaffection et l'indignation croissantes manifestées dans les Kampfgruppen, et qui n'avait pas faibli depuis les premières tentatives de formation aux techniques de maintien de l'ordre (cf. infra et Süß W., Staatssicherheit am Ende, op. cit., 1999, pp. 305-306).

[3] . Kuhn E., « Wir sind das Volk »., op. cit., 1999, p. 75.

[4] . Ibid., p. 42.

[5] . Le terme « Rowdie » est une catégorie pénale en RDA, ainsi que le « Rowdytum ». Sur sa genèse, voir en particulier Lindenberger T., Volkspolizei. Herrschaftspraxis und öffentliche Ordnung im SED-Staat, Cologne, Böhlau, 2003.

[6] . Ibid., p. 77.

[7] . Ces entretiens sont tirés de Fillieule O., Jobard F., Le maintien de l'ordre en France. Éléments d'un modèle de gestion des conflits manifestants par l'État, Paris, Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure, dactylographié, octobre 1996, 159 p.

[8] . C'est d'ailleurs bien pourquoi l'étude des « signaux » ou des « alarmes » ne saurait, elle non plus, ignorer les logiques de situation, dans la mesure où ce sont elles qui font la force de ces « signaux » et de ces « alarmes ». La confrontation sur la place de l'église Nicolas à Leipzig avec les forces de l'ordre est un excellent exemple de mise à nu brutale, des deux côtés, du sens pratique que prennent, en situation, les signes stratégiques accumulés les heures et les jours précédents.

[9] . On se trouve précisément dans le cas extrême où l'escalade est enclenchée par l'absence totale de paliers intermédiaires entre le niveau zéro et le niveau maximal d'emploi de la force (voir, pour comparaison, Edelman M., « Escalation and ritualization of political conflict », *American Behavioral Scientist*, 13, sept.-déc. 1969, pp. 231-245).

[10] . Sur les dynamiques d'interaction stratégique, voir Dobry M., *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations intersectorielles*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1986, pp. 175-177. On préfère ici la notion de jeu tendu à celle, retenue par Schelling, de « stratégie du 'bord du gouffre' », où un acteur soumet une menace de force maximale à l'adversaire, l'obligeant à une solution de retrait total ou de suicide collectif (*Stratégie du conflit*, op. cit., 1986, pp. 244-246). La notion de jeu tendu rend en effet mieux compte du fait que l'acteur qui dispose de la force n'est pas nécessairement dans la meilleure position pour engager le conflit (ce que Schelling semble indiquer d'ailleurs lui-même, mais pour d'autres configurations, lorsqu'il évoque « le paradoxe de l'avantage stratégique », pp. 196-198). Mais surtout, la notion de jeu tendu aménage une meilleure considération à la diversité des événements possibles après le relâchement du jeu.

[11] . Sur l'analyse des cadres, voir infra note 8.

[12] . Snow D., « Analyse de cadres et mouvements sociaux », in Cefaï D., Trom D., *Les formes de l'action collective*, op. cit., 2001, p. 36.

[13] . Sur la notion de « résonance des cadres », voir *ibid.*, p. 36-40, ainsi que Snow D., Benford R., « Ideology, frame resonance, and participant mobilization », in Klandermans B., Kriesi H.-P., Tarrow S. (dir.), *From Structure to Action. Comparing Social Movement Research Across Culture*. Greenwich, JAI Press, 1988, p. 197-217.

[14] . N'y échappe par exemple pas l'explication de Claus Offe qui attribue, à côté des macro-facteurs comme la crise économique et le retrait soviétique, la non-violence et le succès des mobilisations à « l'intelligence stratégique et [à] la maturité des mouvements d'opposition » (in *Les démocraties modernes à l'épreuve*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 1997, p. 301). Le recours à une échelle micro-sociologique d'appréciation n'est pas la seule source de divergence, en l'occurrence, mais tient aussi à l'hypothèse que formule Offe quant à « la très forte politisation de la société civile » en Allemagne de l'Est ou à la « tradition des 'mouvements de citoyens' » (ibid., p. 245) dont on a souligné, au contraire, la fragilité et l'isolement (voir là-dessus Chibret R.-P., « Action collective et changement politique en Allemagne de l'Est », op. cit., 1995).

[15] . Kuhn E., « Wir sind das Volk »., op. cit., 1999, pp. 130-132.

[16] . Témoignage d'un ancien officier de la Stasi, in Kuhn E., « Wir sind das Volk »., op. cit., 1999, p. 40.

[17] . Ibid., pp. 73-74.

[18] . Bourdieu P., *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, p. 100.

[19] . Kuhn E., « Wir sind das Volk »., op. cit., 1999, pp. 134-135 et 136-137. Voir aussi Süß W., *Staatssicherheit am Ende*, op. cit., 1999, p. 313.

[20] . Autrement dit, à suivre les analyses de Dominique Monjardet sur l'inversion hiérarchique dans les organisations policières, les agents s'emparent ici presque physiquement d'un pouvoir qu'ils ont en propre (Ce que fait la police, op. cit., 1996, pp. 88-98).

[21] . Discours devant la Volkspolizei de Berlin, 21 octobre 1989, cité in Süß W., *Staatssicherheit am Ende*, op. cit., 1999, p. 314.

[22] . Rappelons en effet qu'en démocratie l'emploi de la force par les policiers n'est concédé qu'en cas de légitime défense proportionnelle aux dangers encourus ou face à un refus d'exécution de la loi ou d'un ordre légitime. Il y aurait beaucoup à dire sur cette nature spécifique de l'usage de la force par la police dans les régimes démocratiques ; c'est-à-dire là où la sujétion de la police d'ordre au Prince, pour reprendre les catégories de D. Monjardet, n'est pas maximale : là où subsiste la possibilité de contester l'ordre manifestement illégitime - voir là-dessus le numéro 25, 3 de *Déviance et société* (2001),

notamment E. Bittner (« Florence Nightingale à la poursuite de Willie Sutton. Regard théorique sur la police » - 1974), J.-P. Brodeur (« Le travail d'Egon Bittner. Une introduction à la sociologie de la force institutionnalisée ») et F. Jobard (« Comprendre l'habilitation à l'usage de la force policière »).

[23] . Sur les transformations des modalités d'exercice de la contrainte, voir Fillieule O., « Du pouvoir d'injonction au pouvoir d'influence ? Les limites de l'institutionnalisation », *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 27, 1997, pp. 101-126.

[24] . Cf. Sewell W., « Historical events as transformation of structures », op. cit., 1996, ainsi que « Three temporalities », op. cit., 1996 et Tarrow S., « Studying contentious politics », op. cit., 1998.

[25] . Sur le champ politique comme lieu majeur de création de règles empêchant le retour en arrière, voir Moe T., « The politics of structural choice : Toward a theory of public democracy », in *Organisation Theory. From Chester Barnam to the present and beyond*, Oxford, Oxford University Press, 1990, p. 125.

[26] . Sewell W., « Historical events as transformation of structures », op. cit., 1996, ainsi que Lusebrink H.-L., Reichardt, R., *Die Bastille. Zur Symbolgeschichte von Herrschaft und Freiheit*, Francfort, Fischer Taschenbuch Verlag, 1990.

[27] . Voir sur ce point les analyses très justes de Claude Gautier sur l'antinomie ahistorique « épreuve de force » / « épreuve de justification » (« La sociologie de l'accord. Justification contre déterminisme et domination », *Politix*, 54, 2001, p. 197-220).